

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 325

[2006/200072]

9 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de collation du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) »

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 52, 57, 75 et 137;

Vu le décret du Parlement de la Communauté française du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, tel que modifié par le décret du 31 mars 2004;

Vu le décret du Parlement de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment les articles 1^{er} et 7;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961, 24 décembre 1966 et 16 mai 1980, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 13 mai 1991 et 23 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de Promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2005 approuvant les dossiers de références de la section « Bachelier(ère) en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier (ère) » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de « Bachelier en soins infirmiers » dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 2005 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, et de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Etablissement d'enseignement de promotion sociale : établissement visé à l'article 1^{er}, § 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o Unité de formation : unité de formation telle que visée à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité;

3^o Epreuve intégrée : unité de formation visée aux articles 17, 18, 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

4^o Section : section visée aux articles 10, 11 et 12 du décret du 16 avril 1991 précité;

5^o Stage : les cours d'application, également appelés « enseignement clinique » dans la directive du Conseil de la CEE du 27 juin 1977 (77/453/CEE) précitée, pendant lesquels l'étudiant apprend dans des institutions et services tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, sous la direction d'enseignants(antes) infirmiers(ères)/accoucheuses et sous la responsabilité d'un établissement d'enseignement de promotion sociale, à dispenser et à évaluer les soins infirmiers requis;

6^o Etudiant : étudiant(e) inscrit(e) dans une des unités de formation constitutives de la section « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » de l'enseignement supérieur paramédical de promotion sociale de type court de régime 1;

7^o Période : activité pédagogique d'une durée de cinquante minutes.

Section 2. — Conditions de délivrance des diplômes

Art. 2. L'enseignement de promotion sociale organise la section « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » menant à l'obtention du diplôme et du grade académique de « Bachelier en soins infirmiers ». Cette section est organisée sur trois années d'études au moins.

Art. 3. Pour être admis à présenter l'épreuve intégrée de la section « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) », l'étudiant(e) doit produire un carnet de stages permettant d'attester qu'il (elle) a atteint les capacités terminales prévues aux dossiers de références suivants : « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de médecine générale et spécialisée »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de chirurgie générale et spécialisée »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de pédiatrie »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de soins intensifs et de soins d'urgence » « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de renforcement ».

Art. 4. Le diplôme visé à l'article 2, dont le modèle est fixé par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, est délivré par les établissements d'enseignement de promotion sociale, après avoir été visé par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale et le Ministre ayant la santé dans leurs attributions ou par leurs délégués.

Art. 5. Lorsque la direction de l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui organise la section délivrant le grade académique de « Bachelier en soins infirmiers » n'est pas assurée par un médecin, un conseiller scientifique porteur de ce titre y est associé.

Lorsque la section susvisée fait l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, la coordination est assurée par le directeur de l'établissement qui organise l'épreuve intégrée, et le rôle de conseiller scientifique visé à l'alinéa 1^{er} est assuré par une seule personne.

Le directeur ou le conseiller scientifique visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont les interlocuteurs de l'Administration de la Santé du Ministère de la Communauté française.

Art. 6. L'inspection pédagogique des cours est assurée, chacun pour ce qui les concerne, par les services d'inspection du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale et du Ministre ayant la santé dans leurs attributions.

Section 3. — Admission aux études

Art. 7. Nul ne peut être admis dans les unités constitutives de la section visée à l'article 2 s'il n'est porteur d'un « Brevet hospitalier » ou d'un « Brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : orientation santé mentale et psychiatrie » ou d'une décision d'équivalence d'un titre étranger à l'un des titres précités.

Art. 8. Lors de l'inscription à l'unité de formation « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : sciences infirmières - problèmes de santé aigus et complexes » ou à l'unité de formation « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : sciences biomédicales 1 » ou à l'unité de formation « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : projet de formation » ou à l'unité de formation « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : sciences infirmières - éthique et recherche » ou à l'unité de formation « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : sciences humaines et sociales », les étudiants fournissent les documents suivants :

1° un certificat d'aptitude physique tel que visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;

2° un certificat de bonnes vie et mœurs délivré moins de trois mois avant l'inscription.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'étudiant qui bénéficie de dispenses, cette obligation lui incombe au moment de son inscription à la première unité de formation qu'il est tenu de suivre.

Section 4. — Réglementation des stages et contrôle sanitaire des étudiants

Art. 9. Les règles suivantes sont d'application dans les unités intitulées : « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de médecine générale et spécialisée »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de chirurgie générale et spécialisée »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de pédiatrie »; « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de soins intensifs et de soins d'urgence », « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) : Stage de renforcement » à savoir :

1° l'heure de début et celle de la fin du stage diurne ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures;

2° 50 % minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités au sein desquels le stage est effectué;

3° à 6 reprises maximum, des stages peuvent être organisés les samedis et les dimanches, à condition qu'ils s'intègrent dans une période continue de stages d'au moins quatre jours, et pour autant que la surveillance éducative prévue à l'article 3, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de « Bachelier en soins infirmiers » dans l'enseignement de promotion sociale soit assurée;

4° les stages peuvent être organisés durant les vacances d'hiver, de printemps et d'été, à condition que la surveillance éducative prévue à l'article 3, 2°, du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de « Bachelier en soins infirmiers » dans l'enseignement de promotion sociale soit assurée. Ces stages sont répartis sur une durée qui ne peut excéder 20 jours sur l'ensemble des périodes de vacances citées à l'alinéa 1^{er};

5° aucun stage ne peut être organisé entre 20 h et 6 h;

6° les stages ne peuvent, en aucun cas, placer l'étudiant dans l'impossibilité physique et de temps d'assister aux cours théoriques ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 10. Les étudiants sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmiers(ères). Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions et le Ministre ayant la Santé dans ses attributions sont chargés de déterminer les modalités de ce contrôle.

CHAPITRE II. — *Du programme*

Art. 11. Le programme des études de « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » dans l'enseignement de promotion sociale est conforme au dossier de référence de la section visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2005 approuvant le dossier de référence de la section « Bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » classée au niveau de l'enseignement supérieur paramédical de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 12. Le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique sont déterminés par le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005.

Art. 14. La Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale et la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 325

[2006/200072]

9 DECEMBER 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van de academische graad van Bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie voor de studenten van de afdeling Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 49, 57 en 66;

Gelet op de richtlijn 77/452/EEG van de Raad van de Europese gemeenschappen van 27 juni 1977 inzake de onderlinge erkenning van de diploma's, certificaten en andere titels van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 81/1057/EEG van 14 december 1981, 89/595/EEG van 10 oktober 1989, 89/594/EEG van 30 oktober 1989 en 90/658/EEG van 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 77/453/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG van 10 oktober 1989;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 52, 57, 75 en 137;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004;

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op de artikelen 1 en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961, 24 december 1966 en 16 mei 1980, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 en 23 april 1993 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2005 houdende goedkeuring van het referatodossier van de afdeling "Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige" gerangschikt op het niveau van het hoger paramedisch onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het bekomen van de academische graad van "Bachelor in de verpleegzorgen" in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 september 2005, bij toepassing van artikel 84, hoofdstuk 1, 1^e lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie en van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Inrichting voor onderwijs voor sociale promotie : inrichting bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° Vormingseenheid : vormingseenheid zoals bedoeld in artikel 13 van voornoemd decreet van 16 april 1991;

3° Geïntegreerde proef : vormingseenheid bedoeld in de artikelen 17, 18, 19 en 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1;

4° Afdeling : afdeling bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 van voornoemd decreet van 16 april 1991;

5° Stage : de praktijklessen, ook "klinisch onderwijs" genoemd in voornoemde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 (77/453/EEG) waarbij de student aanleert hoe hij in inrichtingen en diensten binnen of buiten het ziekenhuis onder de leiding van leraars verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie de vereiste verpleegzorgen moet verstrekken en evalueren;

6° Student : student(e) ingeschreven in een constitutieve vormingseenheid van de afdeling "Bachelor in de verpleegzorgen" voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige van het paramedisch hoger onderwijs voor sociale promotie en van het korte type van stelsel 1.

7° Lestijd : pedagogische activiteit van vijftig minuten.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's

Art. 2. Het onderwijs voor sociale promotie organiseert de afdeling "Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige" die leidt tot het bekomen van het diploma en de academische graad van "Bachelor in de verpleegzorgen". Die afdeling wordt georganiseerd over minstens drie studie jaren.

Art. 3. Om toegelaten te worden tot de geïntegreerde proef van de afdeling « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige » moet de student een stageboek voorleggen waardoor hij getuigt dat hij de eindbekwaamheden bereikt heeft bedoeld in de volgende referatiedossiers : « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : Stage in de algemene en gespecialiseerde geneeskunde » ; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : Stage in de algemene en gespecialiseerde chirurgie » ; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : Stage in de pediatrie » ; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : Stage in de intensieve zorgen en spoedgevallen » ; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : Uitbreidende stage ».

Art. 4. Het diploma bedoeld in artikel 2, waarvan het model vastgesteld wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt uitgereikt door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie, na het visum te hebben gekregen van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort of van hun afgevaardigden.

Art. 5. Wanneer de directie van de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die de afdeling organiseert die de academische graad van « Bachelor in de verpleegzorgen » uitreikt, niet door een arts wordt waargenomen, wordt een wetenschappelijke raadgever die deze titel draagt, eraan verbonden.

Wanneer bovenvermelde afdeling aan een overeenkomst onderworpen is tussen meerdere inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie, wordt de coördinatie waargenomen door de directeur van de inrichting die de geïntegreerde proef organiseert en wordt de rol van wetenschappelijke raadgever bedoeld in het 1ste lid waargenomen door één enkele persoon.

De directeur of de wetenschappelijke raadgever bedoeld in het 1ste en het 2de lid zijn de gesprekspartners van het Bestuur Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De pedagogische inspectie van de cursussen wordt, elk wat hem betreft, waargenomen door de inspectiediensten van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

Afdeling 3. — Toelating tot de studies

Art. 7. Niemand mag toegelaten worden tot de constitutieve eenheden van de afdeling bedoeld in artikel 2 als hij niet houder is van een « ziekenhuisbrevet » of een « brevet van ziekenhuisverpleegkundige : richting geestelijke gezondheid en psychiatrie » of van een beslissing om gelijkstelling van een bekwaamheidsbewijs dat vreemd is aan één van voornoemde bekwaamheidsbewijzen.

Art. 8. Bij de inschrijving op de vormingseenheid « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : verpleegkundige wetenschappen - strenge en ingewikkelde gezondheidsproblemen » of op de vormingseenheid « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : biomedische wetenschappen 1 » of op de vormingseenheid « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleger : vormingsproject » of op de vormingseenheid « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : verpleegkundige wetenschappen - ethiek en onderzoek » of op de vormingseenheid « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige : mens- en sociale wetenschappen », dienen de studenten de volgende documenten in :

1° een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid zoals bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag uitgereikt minder dan drie maanden voor de inschrijving.

In afwijking van vorig lid moet de student, die afwijkingen geniet, op het moment van zijn inschrijving op de eerste vormingseenheid die hij moet volgen, die verplichting naleven.

Afdeling 4. — Reglementering van de stages en sanitaire controles van de studenten

Art. 9. De volgende regels zijn van toepassing in de eenheden met de volgende benaming: « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige: Stage in de algemene en gespecialiseerde geneeskunde »; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige: Stage in de algemene en gespecialiseerde chirurgie »; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleger: Stage in de pediatrie »; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige: Stage in de intensieve zorgen en spoedgevallen »; « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige: Uitbreidende stage »:

1° er mogen maximaal 10 uren verlopen tussen het begin- en het einduur van de dagstage;

2° minstens 50 % van de stages zullen georganiseerd worden volgens het uurrooster van kracht in de diensten en eenheden binnen welke de stage wordt uitgevoerd;

3° er mogen slechts 6 keer stages georganiseerd worden op zaterdag en zondag op voorwaarde dat deze geïntegreerd worden in een doorlopende stageperiode van minstens vier dagen en voor zover het educatieve toezicht bedoeld in artikel 3, 2° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het bekomen van de academische graad van bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie waargenomen wordt;

4° de stages kunnen georganiseerd worden gedurende de winter-, lente- of zomervakantie, op voorwaarde dat het educatieve toezicht bedoeld in artikel 3, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het bekomen van de academische graad van « Bachelor in de verpleegzorgen » in het onderwijs voor sociale promotie waargenomen wordt. Die stages worden verdeeld over een periode die geen 20 dagen mag overschrijden over het geheel van de vakantieperiodes bedoeld in het 1ste lid;

5° geen enkele stage mag georganiseerd worden tussen 20 u en 6 u;

6° de stages kunnen in geen geval de student verhinderen afwezig te zijn of wegens tijdsgebrek niet te kunnen deelnemen aan de theorielessen, noch de reglementering overtreden over de werkduur van kracht in de betrokken sector.

Art. 10. De studenten worden elk jaar onderworpen aan dezelfde medische controle als die bedoeld voor de verplegers. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale promotie behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, worden belast de modaliteiten te bepalen van die controle.

HOOFDSTUK II. — Het programma

Art. 11. Het studieprogramma van « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet ziekenhuisverpleegkundige » in het onderwijs voor sociale promotie moet in overeenstemming zijn met het referatodossier van de afdeling bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2005 houdende goedkeuring van het referatodossier van de afdeling « Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige » gerangschikt op het niveau van het hoger paramedisch onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 12. Het programma en de geldigheidsvoorwaarden voor het klinisch onderwijs worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2005.

Art. 14. De Minister-Presidente, tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, en de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 december 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA.

De Minister belast met de Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2006 — 326 (2006 — 7)

[2006/200223]

8 DECEMBRE 2005. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les subventions à certains investissements d'intérêt public. — Erratum

Le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 2 janvier 2006, à la page 78, doit être complété par les articles suivants:

"**Art. 4.** L'article L3341-13 du même Code est abrogé.

Art. 5. Un nouvel article L3341-14, rédigé comme suit, est inséré dans le Code:

"Art. L3341-14. — Chaque année, le Gouvernement wallon rédige un rapport général sur l'application du présent décret. Ce rapport contiendra, au moins par commune, les éléments suivants:

- les demandes déposées par les personnes visées à l'article L3341-2;
- les projets acceptés par les plans triennaux;
- le taux et le montant des subventions allouées;
- le taux de réalisation;
- une évaluation qualitative.

Le rapport sera joint au programme justificatif de l'année subséquente."

Art. 6. Les projets d'investissements introduits conformément à l'article L3341-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, restent régis par les dispositions en vigueur au moment de leur introduction."